

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN D'AUBENAS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SEANCE DU 16 DECEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le 16 décembre, le Conseil Communautaire s'est réuni au nombre prescrit par ses statuts, au siège de la CCBA à Ucel, en session ordinaire, sous la présidence de M Max TOURVIELHE, Président de la Communauté de communes du Bassin d'Aubenas.

La séance est ouverte à 19H30 en présence de :

**PRESENTS** JY MEYER , M BOUSCHON, J DAUMAS, C FAURE, P GAILLARD, C HADDAD, R KAPPEL, B PERRUSSET (proc de G FANGIER), E ROCHE (proc de I NGUYEN), E SAUGET, J SOUBEYRAND (proc de S CIVIER), MF TASTEVIN, JF DURAND, JC COURT, S CAVIGGIA, JY PONTHER, S GENEST (proc de R MOULIN), G SAUCLES, C PASTRE, P DUPONT (proc de JP LARDY), D BERAL, B TEYSSIER, J LAFFONT, G ANTONY, M GUYON, P ROUX, P CORTIAL, MF MARTIN (proc de MC SAUSSAC), J SEBASTIEN, JL ARNAUD, S REYNIER, C WIOT, J BOYER, F SOULAVIE, A ROUSSET, B SOUCHE (proc de F CHASSON), M CEYSSON, M TOURVIELHE (proc de P MAISONNEUVE), M TAUPENAS et A LAURENT.

Nombre de conseillers

En exercice : 52

Présents : 40

Procurations : 8

Votants : 48

Absents : 4

Date de convocation : 09/12/2025

Secrétaire de séance : Jacky SOUBEYRAND

Absents : A GUIBERT-BATTAINI, V VANDUYNLAGER, M CHAZE et G DOZ.

En présence des suppléants non-votants : JP MARRON et O BOISSIN.

**Objet : Débat d'orientation budgétaire 2026.**

La lecture combinée des articles L2312-1 et L5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) entraîne la présentation au conseil communautaire, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget (depuis le passage à la M57 dans un délai de 10 semaines L.5217-10-4 du CGCT), d'un rapport sur les orientations budgétaires, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil communautaire. Il est pris acte de ce débat par un vote d'une délibération spécifique.

Ce Débat d'Orientation Budgétaire est donc l'occasion d'examiner et de débattre des orientations politiques des services publics communautaires ainsi que de la stratégie financière et fiscale avant la présentation, pour approbation, du budget primitif de la communauté de communes au prochain Conseil.

Le rapport d'orientation budgétaire présente successivement :

1. La situation financière de la communauté de communes fin 2025
2. Le contexte économique
3. Les impacts du projet de loi de finances 2026 sur la CCBA
4. Les orientations budgétaires 2026
5. La Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI) 2026-2028
6. Les orientations budgétaires 2026 des budgets annexes

**1 - La situation financière de la communauté de communes fin 2025**

**1-1 Projection au 30.11.2025 de la réalisation du budget 2025 de la section de fonctionnement**

Les recettes réelles de fonctionnement devraient s'établir à 30 368 K€ (Prévu au BP 30 126 K€), dont :  
Impôts et taxes (73 sauf 731) : 8 929 k€ / (BP : 8 882 k€)  
Fiscalité locale (731) : 15 316 k€ / (BP : 15 274 k€)  
Dotations et participations (74) : 4 529 k€ / (BP : 4 387 k€)  
Produits d'exploitation (70) : 1 371 k€ / (BP : 1 326 k€)

Les dépenses réelles de fonctionnement devraient s'établir à 27 113 K€ (B)  
(Prévu au BP 27 423 K€), dont :  
Charges générales (011) : 3 329 k€ / (BP : 3 468 k€)  
Charges de personnels (012) : 5 869 k€ / (BP : 5 915 k€)  
Charges de gestion courantes (65) : 5 983 k€ / (BP : 6 108 k€)  
Atténuation de produits (014) : 11 912 k€ / (BP : 11 931 k€)

Intérêts de la Dette : 427 K€ (C)  
(Prévu au BP 439 K€)

Epargne Brute (A-B-C) : 2 828 K€  
Encours de la dette (au 31.12) : 17 494 K€  
Capacité de désendettement (= Encours de la dette / Epargne Brute) : 6,2 années

Résultat de l'exercice : 1081 k€ + Résultat antérieur reporté 1 591 k€ = 2 672 k€

#### 1-2 Projection au 30.11.2025 de la réalisation du budget 2025 de la section d'investissement:

Les recettes d'investissements devraient s'établir à 12 156 K€, dont :  
Emprunt effectué cette année : 3 000 k€ sur une durée de 15 ans, à taux fixe de 3,36%  
Excédent de fonctionnement capitalisé : 3 624 k€  
Fctva : 775 k€  
Subventions perçues : 1 016 k€  
Subventions à percevoir (RAR) : 1 941 k€  
Les amortissements : 1 574 k€

Les dépenses d'investissements (RAR compris) devraient s'établir à 11 717 K€

Les dépenses d'investissements (payées au 30.11.2025) 6 302 €, dont :  
1 889 k€ de subventions d'équipement / (BP : 3 668 k€)  
954 k€ d'immobilisations corporelles / (BP : 1 801 k€)  
3 248 k€ d'aménagement et de construction / (BP : 3 496 k€)

Les restes à réaliser de dépenses (au 30.11.2025) s'évaluent à 3 883 k€ (RAR 2025 : 3 724 k€)  
(ex : les travaux du CTI sont engagés pour la totalité du marché, sans ouverture d'une autorisation de programme et de crédits de paiement, le reste à réaliser représente 1 469 k€)

Le remboursement du capital d'emprunt s'élève à 1 532 k€ / (BP : 1 581 k€)

Résultat de l'exercice : 439 k€  
Déficit antérieur reporté : - 2 173 k€  
Besoin de financement de la section d'investissement : - 1 734 k€

#### 1-3 L'encours de la dette

L'encours de la dette était au 1er janvier 2025 de 16 026 768 €.  
Il a été réalisé en 2025 un emprunt à taux fixe d'un montant de 3 000 000 €.  
Le capital restant dû au 31 décembre 2025 est de 17 494 088 €.

Tableau d'extinction de la dette au 31.12.2025  
Explication de lecture : le capital restant dû indiqué est celui au 01.01.N ou du 31.12.N-1  
(ex : au 01.01.25 le capital restant dû était de 1 6026 768 € et au 31.12.2025 de 17 494 088€)

| Exercice | Annuité        | Intérêts     | Capital        | Capital restant dû |
|----------|----------------|--------------|----------------|--------------------|
| 2025     | 1 959 907,48 € | 427 227,41 € | 1 532 680,07 € | 16 026 768,66 €    |
| 2026     | 1 886 589,69 € | 412 114,76 € | 1 474 474,93 € | 17 494 088,59 €    |
| 2027     | 1 761 054,40 € | 341 093,55 € | 1 419 960,85 € | 16 019 613,66 €    |
| 2028     | 1 714 723,91 € | 313 496,70 € | 1 401 227,21 € | 14 599 652,81 €    |
| 2029     | 1 614 804,07 € | 285 783,33 € | 1 329 020,74 € | 13 198 425,60 €    |
| 2030     | 1 484 211,09 € | 259 194,16 € | 1 225 016,93 € | 11 869 404,86 €    |
| 2031     | 1 441 450,21 € | 235 620,13 € | 1 205 830,08 € | 10 644 387,93 €    |
| 2032     | 1 410 319,78 € | 212 304,90 € | 1 198 014,88 € | 9 438 557,85 €     |
| 2033     | 1 386 863,96 € | 188 526,68 € | 1 198 337,28 € | 8 240 542,97 €     |
| 2034     | 1 367 670,36 € | 164 879,16 € | 1 202 791,20 € | 7 042 205,69 €     |
| 2035     | 1 095 587,86 € | 141 269,91 € | 954 317,95 €   | 5 839 414,49 €     |
| 2036     | 1 038 199,49 € | 119 092,38 € | 919 107,11 €   | 4 885 096,54 €     |
| 2037     | 889 876,48 €   | 97 690,69 €  | 792 185,79 €   | 3 965 989,43 €     |
| 2038     | 863 655,55 €   | 77 452,87 €  | 786 202,68 €   | 3 173 803,64 €     |
| 2039     | 779 364,66 €   | 57 491,10 €  | 721 873,56 €   | 2 387 600,96 €     |
| 2040     | 608 175,15 €   | 39 185,04 €  | 568 990,11 €   | 1 665 727,40 €     |
| 2041     | 497 104,41 €   | 26 509,23 €  | 470 595,18 €   | 1 096 737,29 €     |
| 2042     | 365 444,29 €   | 15 370,27 €  | 350 074,02 €   | 626 142,11 €       |
| 2043     | 187 927,42 €   | 6 354,04 €   | 181 573,38 €   | 276 068,09 €       |
| 2044     | 86 391,15 €    | 1 401,32 €   | 84 989,83 €    | 94 494,71 €        |
| 2045     | 4 943,08 €     | 280,40 €     | 4 662,68 €     | 9 504,88 €         |
| 2046     | 4 985,04 €     | 142,84 €     | 4 842,20 €     | 4 842,20 €         |

Sur l'encours de la dette au 31.12.2025, 95,5 % sont des emprunts à taux fixe.

## 2 - Le contexte économique

En 2025, la croissance devrait atteindre 0,7 %, la consommation des ménages et l'investissement privé pâtissant d'un climat d'incertitude élevée qui a pu alimenter des comportements attentistes des agents économiques.

En 2026, la croissance s'élèverait à 1,0 %. Elle serait essentiellement tirée par la demande intérieure privée, dans un scénario de dissipation des incertitudes domestiques. La consommation progresserait et l'investissement privé augmenterait, profitant aussi de la détente des conditions de financement.

L'inflation diminuerait en 2025, à +1,1 % en moyenne annuelle. Elle augmenterait et s'élèverait à +1,3 % en 2026.

Le projet de loi de finances pour 2026 a pour ambition de poursuivre le nécessaire effort de consolidation des comptes publics, conformément aux engagements européens de la France. En 2026, le solde public s'établirait ainsi à -4,7 % du PIB, après un déficit de -5,4 % du PIB en 2025.

Dans le cadre du projet de loi de finances 2026, les collectivités territoriales seraient associées aux efforts de maîtrise du déficit public, à hauteur de 5,3 Md€

Sources : Rapport économique, social et financier 2026 et projet de loi de finances 2026

## 3 - Les impacts du projet de loi de finances 2026 sur la CCBA

Article 76 : Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO) : p 244, se référer à l'exposé des motifs, qui suit le texte (donc à partir de la page 248). La contribution au DILICO s'élèverait approximativement à 240 K€. Ce montant sera restitué à hauteur de 80% et répartis sur 5 ans, sous conditions. Pour l'instant, les conditions sont les suivantes :

Si l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement est inférieure à l'évolution du PIB, alors le contributeur récupère son solde.  
Si l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement est supérieure à l'évolution du PIB+1point, alors aucun solde n'est reversé.  
Entre les deux intervalles, un reversement partiel sera effectué

Article 31 : Fixation pour 2026 des montants de la DGF et des variables d'ajustement (...) : p142, exposé des motifs p144, dernier paragraphe. Les compensations afférentes à l'abattement de 50% applicables aux valeurs locatives des locaux industriels (CFE et TFPB) font l'objet d'une réduction uniforme de 25%. Cela correspond à une diminution de -228 K€ au global au titre des deux compensations (-22 K€ sur la compensation TFPB, -206 K€ sur la compensation CFE).

Article 32 : Modalités d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée : p145, exposé des motifs à la page 146 : le texte prévoit une année blanche de FCTVA pour les EPCI, c'est-à-dire que les versements de FCTVA seront désormais effectués l'année suivant la dépense d'investissement. Ainsi, le FCTVA lié aux dépenses d'investissement 2026 ne sera versé qu'en 2027. Cela représente un manque à gagner de FCTVA en 2026 d'environ 700 K€.

De plus, les dépenses de fonctionnement ne sont plus éligibles au FCTVA, ce qui représente une perte annuelle d'environ 10K€ pour la collectivité.

#### **4 - Les orientations budgétaires 2026**

##### **4-1 Le cadre financier d'élaboration**

Le budget primitif 2026 se construit en tenant compte les principales orientations budgétaires suivantes :

- Non augmentation des taux de fiscalité directe locale ;
- Poursuite de la mise en œuvre du programme pluriannuel d'investissements ;
- Mise en œuvre du pacte financier et fiscal 2024-2026 et reconduction des dispositifs de soutien au territoire ;
- Dépenses en cohérence avec les politiques publiques communautaires, en réponse aux besoins et aux attentes des habitants ;
- Evolution maîtrisée des dépenses de fonctionnement pour maintenir un niveau correct d'épargne brute ;
- Poids de la dette compatible avec des ambitions mesurées et réelle capacité à l'assumer dans la durée.

En recettes réelles de fonctionnement, ce budget devra tenir compte des conséquences des dispositions contenues dans le projet de loi de finances 2026.

En dépenses réelles de fonctionnement, les dépenses devront être maîtrisées, notamment pour le maintien du niveau de l'épargne brute.

Le Chapitre 011 charges générales sera maîtrisé à hauteur 3 610 k€ soit + 4 % (+142 k€) par rapport au BP 2025 (3 468 k€). Il est à noter pour 2026, une dépense supplémentaire 50 k€ liée à la location d'hébergements modulaires pendant les travaux au Centre Technique Intercommunal, et 80 k€ liés à une mission obligatoire d'audit énergétique en 2026 dans le cadre de l'OPAH RU.

Le Chapitre 012 charges de personnel sera maîtrisé à hauteur de 6 178 k€, soit + 4,4 % par rapport au BP 2025 (5 915 k€), soit +263 k€, dont 118 k€ liés aux mesures réglementaires (Caisse de retraite, Urssaf...) et 109 k€ liés au glissement vieillesse et technicité.

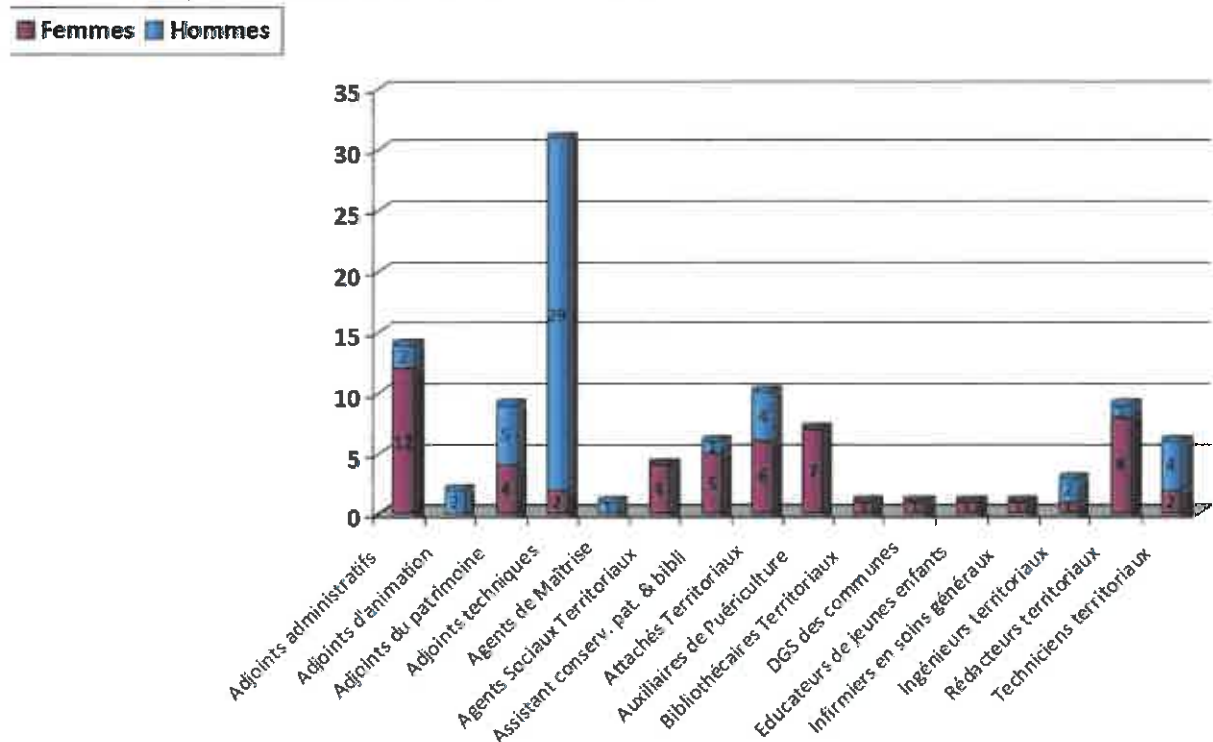
Il est attendu des atténuations de charges de 211 k€ relatives à la refacturation des agents mis à disposition, la part salariale des chèques déjeuner, le remboursement des assurances du personnel et des indemnités journalières...

Au total au 31 décembre 2025, l'effectif de la collectivité est de 125 permanents et 19 emplois temporaires.

L'effectif se répartit comme suit :

| Catégorie | Titulaires |        |                 | Contractuels |        |                 | Total agents |
|-----------|------------|--------|-----------------|--------------|--------|-----------------|--------------|
|           | Hommes     | Femmes | Nombre d'agents | Hommes       | Femmes | Nombre d'agents |              |
| A         | 2          | 7      | 9               | 4            | 7      | 11              | 20           |
| B         | 4          | 11     | 15              | 1            | 11     | 12              | 27           |
| C         | 33         | 14     | 47              | 11           | 20     | 31              | 78           |
| Total     | 39         | 32     | 71              | 16           | 38     | 54              | 125          |

La structure des effectifs par cadre d'emplois sur emplois permanents (106 agents, 55 femmes et 51 hommes) au 31 décembre 2025 est la suivante :



#### 4-2 La chaîne de l'épargne

| Chaîne de l'épargne                            | Projection    |               |                             |
|--|---------------|---------------|-----------------------------|
|  | 2025          | 2026          |                             |
| <b>Produits fonctionnement courant</b>         | <b>30 367</b> | <b>31 152</b> |                             |
| <u>Produits fonctionnement courant stricts</u> | <u>30 144</u> | <u>30 529</u> |                             |
| Impôts et taxes (73 sauf 731)                  | 8 929         | 8 973         |                             |
| Fiscalité locale (731)                         | 15 316        | 15 680        |                             |
| Dotations DGF                                  | 2 442         | 2 460         |                             |
| Dotations Compensation CFE                     | 1 132         | 933           | Impact loi de finances 2026 |
| Dotations Compensation                         |               |               |                             |
| Exonération                                    | 96            | 74            | Impact loi de finances 2026 |
| Autres Dotations et participations             | 859           | 1 031         |                             |
| Produits d'exploitation                        | 1 371         | 1 378         |                             |
| <u>Atténuations de charges</u>                 | <u>207</u>    | <u>211</u>    |                             |
| <u>Produit spécifiques</u>                     | <u>16</u>     | <u>412</u>    |                             |



|  |               |               |
|--|---------------|---------------|
| <b>- Charges fonctionnement courant</b>        | <b>27 113</b> | <b>28 010</b> |
| <u>Charges fonctionnement courant strictes</u> | <u>15 181</u> | <u>15 838</u> |
| Charges à caractère général                    | 3 329         | 3 610         |
| Charges de personnel                           | 5 869         | 6 178         |
| Charges de gestion courante                    | 5 983         | 6 050         |
| <u>Atténuations de produits</u>                | <u>11 912</u> | <u>12 152</u> |
| <u>Charges spécifiques</u>                     | <u>20</u>     | <u>20</u>     |

**Impact  
2026 DILICO**

|                               |              |              |
|-------------------------------|--------------|--------------|
| <b>- Intérêts de la Dette</b> | <b>427</b>   | <b>515</b>   |
| <b>= Epargne brute</b>        | <b>2 828</b> | <b>2 627</b> |
| <b>- Capital de la Dette</b>  | <b>1 532</b> | <b>1 661</b> |
| <b>= Epargne nette</b>        | <b>1 296</b> | <b>966</b>   |

|                                     |               |               |
|-------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>Emprunt d'équilibre</b>          | <b>3 000</b>  | <b>4 253</b>  |
| <b>Encours de la dette au 31.12</b> | <b>17 494</b> | <b>20 281</b> |
| <b>Capacité de désendettement</b>   | <b>6,2</b>    | <b>7,7</b>    |

Sur la base d'un programme d'investissement de 7 007 k€ exposés dans le plan pluriannuel d'investissement (PPI) ci-dessous.

## 5 - Le plan pluriannuel d'investissement 2026-2028 (PPI)

Le programme d'investissement se poursuivra en 2026 avec notamment :

- Les aides à l'investissement des communes
- Des études en vue de l'extension du parc d'activité du Vinobre
- Une étude environnementale pour Chamboulas, en vue de travaux de restauration hydro écologique
- Une étude de requalification de Ponson Moulon, en vue de travaux d'amélioration du fonctionnement de la zone
- Des acquisitions foncières, notamment par l'achat et la revente d'un terrain sur la zone Ponson Moulon
- La poursuite du programme d'aide à l'immobilier d'entreprise et aux entreprises avec points de ventes
- La poursuite du programme OPAH-RU d'aides aux particuliers
- La poursuite du programme PLH 2 pour la construction ou la rénovation de logements sociaux ou communaux
- Le début des travaux de rénovation du bâtiment Seibel
- Le lancement d'une première tranche pour la réalisation de la voie douce Vesseaux Col-d'Auriolles
- La poursuite du programme sur les voiries intercommunales
- La poursuite du programme PCAET sur les aides à la rénovation énergétique et au changement de chauffage
- Une nouvelle tranche de travaux sur la reconstruction du Centre Technique Intercommunal

|  | 2026         | 2027         | 2028         |
|--|--------------|--------------|--------------|
| <b>Aides à l'investissement des communes</b> | <b>1 000</b> | <b>1 000</b> | <b>1 000</b> |
| <u>Aides à l'investissement des communes</u> | <u>1 000</u> | <u>1 000</u> | <u>1 000</u> |
| <b>Economie</b>                              | <b>862</b>   | <b>1 740</b> | <b>1 610</b> |
| Extension Parc d'activités Vinobre           | 50           | 600          | 500          |
| Tuilerie Zae Travaux +SDIS des communes      | 0            | 200          | 200          |
| Chamboulas                                   | 77           | 150          | 150          |
| Ponson Moulon Etude de requalification       | 30           | 30           | 0            |

|  |              |              |              |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Ponson Moulon Acquisitions foncières     | 355          | 0            | 0            |
| Ponson Moulon Travaux                    | 0            | 150          | 0            |
| Autres ZA Travaux entretien              | 30           | 30           | 0            |
| Signalétique ZA                          | 20           | 20           | 20           |
| Acquisitions foncières                   | 100          | 100          | 100          |
| Zone de Chastrenas ZAE ex RD104          | 10           | 0            | 0            |
| Foncière dév éco SEM                     | 10           | 0            | 0            |
| ZA Lavilledieu Acquisitions foncières    | 70           | 350          | 350          |
| Aides économiques                        | 110          | 110          | 110          |
| <b>Habitat</b>                           | <b>210</b>   | <b>280</b>   | <b>170</b>   |
| OPAH-RU 2023 2028                        | 60           | 60           | 20           |
| PLH 2 2021 2027                          | 150          | 150          | 0            |
| PLH 3 2028 2034                          | 0            | 70           | 150          |
| <b>Urbanisme</b>                         | <b>30</b>    | <b>30</b>    | <b>100</b>   |
| PLUI                                     | 30           | 30           | 100          |
| Autres études Urbanisme                  | 30           | 60           | 0            |
| <b>Services à la personne</b>            | <b>510</b>   | <b>1 137</b> | <b>201</b>   |
| Seibel 2 bâtiment Phase 1                | 500          | 1 137        | 76           |
| Seibel 2 bâtiment Phase 2                |              |              | 125          |
| Médiathèque (travaux)                    | 10           | 0            | 0            |
| <b>Voies douces</b>                      | <b>1 200</b> | <b>390</b>   | <b>1 000</b> |
| Liaisons centres bourg                   | 30           | 30           | 0            |
| St Sernin-St Etienne-Aubenas             | 0            | 0            | 0            |
| Vesseaux-St Privat                       | 0            | 0            | 0            |
| Projet Liaison Vesseaux Col d'Auriolles  | 750          | 360          |              |
| Projet Liaison Col d'Auriolles Privas    |              |              | 1 000        |
| Participation liaison Berg et Coiron     | 420          |              | 0            |
| <b>Voirie</b>                            | <b>450</b>   | <b>415</b>   | <b>415</b>   |
| Voirie                                   | 365          | 365          | 365          |
| Création aire de co-voiturage            | 0            | 50           | 50           |
| Nouvelle bretelle Ponson Moulon          | 85           | 0            | 0            |
| <b>Prévention et gestion des déchets</b> | <b>375</b>   | <b>415</b>   | <b>415</b>   |
| Bacs enterrés                            | 80           | 120          | 120          |
| Bacs, composteurs, colonnes              | 40           | 40           | 40           |
| Véhicules collecte                       | 255          | 255          | 255          |
| <b>PCAET</b>                             | <b>200</b>   | <b>200</b>   | <b>200</b>   |
| Aides PCAET + OPAH RU PCAET              | 150          | 150          | 150          |
| Aides VAE                                | 50           | 50           | 50           |
| <b>Hors programme</b>                    | <b>1 781</b> | <b>1 633</b> | <b>810</b>   |
| Construction CTI                         | 800          | 793          | 0            |
| Autres opérations d'équipements          | 172          | 250          | 250          |
| Locaux OTI Aubenas                       | 20           | 0            | 0            |
| Etude Seuil Dugradus Ucel                | 60           | 0            | 0            |
| Charme PASS                              | 30           | 30           | 0            |
| Aide Hôtellerie                          | 50           | 100          | 0            |
| ZA Lavilledieu (travaux)                 | 60           | 90           | 0            |
| Semva + ancien Fonds de concours         | 200          | 200          | 160          |
| Stade - réseaux                          | 0            | 50           | 0            |
| <b>Autres dépenses d'investissement</b>  | <b>389</b>   | <b>450</b>   | <b>450</b>   |
| <b>Total DI hors capital</b>             | <b>7 007</b> | <b>7 690</b> | <b>6 371</b> |

## 6 - Les orientations budgétaires 2026 des budgets annexes

**6-1 : Le budget annexe du SPANC**

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est, selon la loi, un SPIC chargé d'une part, de conseiller et d'accompagner les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif et, d'autre part, de contrôler les installations existantes. La projection du budget 2025 ferait apparaître des recettes de prestations facturées à hauteur de 31 k€ et 62 k€ de dépenses notamment de frais de personnel pour 51k€.

Pour 2026, Le budget ne devrait pas connaître de changement particulier.

**6-2 : Le budget annexe de la Pépinière l'Espéridou**

La reprise de la gestion de cette activité a été opérée depuis 2021.

La projection du budget 2025 fait apparaître des recettes de loyer à hauteur de 92 k€ et des dépenses de 147 k€ dont 86 k€ de frais de personnel. Les investissements s'élèveraient à 10 k€.

Le budget 2026 ne devrait pas connaître de changement particulier en fonctionnement. En investissement, il sera prévu la réalisation de travaux d'amélioration de l'équipement pour environ pour environ 16 k€.

**6-3 : Le budget annexe de la Zone d'Activité Les Traverses**

La ZA Les Traverses ou plus communément appelé Parc d'activités du Vinobre, située sur le territoire de Lachapelle-Sous-Aubenas, est d'une surface d'environ 6 hectares. Tous les lots initiaux ont été cédés. La réalisation de cette zone a été mutualisée entre plusieurs communautés de communes.

Pas de mouvement particulier en 2025, le projet d'extension de cette zone est en cours d'étude.

**6-4 : Le budget annexe de la Zone d'Activité du Bourdary**

La ZA du Bourdary, située à quelques minutes du cœur de ville d'Aubenas avec un accès via la D579, représente une surface de 3 hectares de lots découpés à la demande pour les activités artisanales et tertiaires. Il est à noter que le Plan de Prévention du Risque inondation (PPRI) a modifié défavorablement la constructibilité des parcelles.

Pas de mouvement en 2025, il s'agit d'écritures liées à la comptabilité de stock des terrains, le déficit sera reporté au budget 2026 (746 k€).

**6-5 : Le budget annexe Tout'enbus**

La reprise de la gestion de cette activité a été opérée depuis le 1er janvier 2022.

La projection bilan de la gestion 2025 devrait s'équilibrer en dépenses et recettes d'exploitation:

Total des dépenses : 2 387 k€ dont :

- Charges à caractère général : 2 051 k€ (marchés de roulage : 1 910 k€)

Total des recettes : 2 387 k€ dont :

- Ventes : 237 k€

- Subvention de la Région : 2 060 k€

Le budget 2026 ne devrait pas connaître de changement particulier en fonctionnement. En investissement, il sera prévu divers travaux, aménagements et acquisitions (pour compte de tiers avec la Région) pour environ 10 k€.

**Le Conseil Communautaire PREND ACTE de la présentation du Débat d'Orientation Budgétaire 2026.**

Pour extrait certifié conforme

Fait à UCEL, le 17 décembre 2025.

Le Président, Max TOURVIEILHE



Le Secrétaire de séance, Jacky SOUBEYRAND.